

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)



SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION :
5, Rue de Charonne, PARIS (XI^e). Tél. : ROQ. 69-52

ABONNEMENTS : 1 an : 1.200 F; 6 mois : 600 F; 3 mois : 350 F
Etranger : 1 an : 1.500 F
C.C.P. Société de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

**Nouvelles
poursuites
de la justice
militaire
contre les
trotskystes**

CRISE AIGUE DU REGIME BOURGEOIS

Par l'action de masse extra-parlementaire, les travailleurs peuvent imposer la paix et un salaire vital.

NOUS avons déjà eu l'occasion de le relever dans ces colonnes : la vie politique française de ces dernières années est une vivante et continuelle illustration de l'adage antique, suivant lequel Jupiter aveugle ceux qu'il veut perdre.

Aucun politicien bourgeois n'envisage sérieusement une politique fondamentalement différente de celle du gouvernement Gaillard, de ses prédécesseurs... et de son successeur.

Aucun politicien bourgeois ne peut envisager de se passer des dollars américains, sous peine d'un effondrement économique. Autant envisager, par exemple, de se passer à peu près totalement de pétrole, de revenir aux gazogènes de 1940-44 !

Aucun politicien bourgeois ne peut envisager de réaliser les moyens matériels d'un écrasement militaire du peuple algérien, d'une reconquête de la Tunisie et du Maroc : mobiliser un million d'hommes, militariser l'économie, restreindre de façon draconienne la consommation « civile » — alors que les charges de la continuation de la guerre (sans même parler de l'intensifier) qui pèsent exclusivement sur les travailleurs, leur imposent des souffrances qu'ils se refusent manifestement à tolérer beaucoup plus longtemps.

Devant l'indéfectible destin de la perte de son empire colonial, la bourgeoisie, prise d'angoisse, renâcle et s'affole. Elle rêve d'un impossible miracle, qui la restaurerait dans sa splendeur du début du siècle. Elle se traîne de « crise d'une gravité exceptionnelle » en « crise insoluble » — et, à chaque crise, la note qu'il faudra bien payer s'allonge démesurément.

Devenir, du plus petit des « grands », à quelque « petit », cela signifie, pour les capitalistes français, une menace sévère sur leurs profits. Dans ces conditions, chaque groupe bourgeois — les colons d'Algérie, les pétroliers, les betteraviers, la métallurgie, les gros propriétaires terriens — défend avec bec et ongles ses privilèges propres, sans que leur gouvernement puisse comme par le passé, faire prévaloir l'intérêt d'ensemble de leur classe.

C'est dans ces conditions que, manifestement, au cours de la séance de l'Assemblée du 15 avril, M. Félix Gaillard, repoussant du pied l'offre d'abstention de Pinay, interdisant en même temps une

R. MONCE.
(Suite page 4).

NOUS avons depuis longtemps expliqué dans ces colonnes la véritable signification des « bons offices ». Ils étaient un premier pas vers la mainmise de l'impérialisme américain sur l'Afrique du Nord, le premier pas aussi vers un règlement de l'affaire algérienne inspiré par eux.

Nous disons bien un premier pas. Il ne s'agit pas pour les Américains de brutalement évincer les Français de Tunisie, ni d'imposer à un gouvernement français la négociation en Algérie. Les conséquences en seraient trop explosives en France même. Il s'agit, progressivement, de prendre la relève. On ne saurait trop insister sur l'importance que prend dans ce contexte la proposition « d'otaniser » Bizerte, mise en avant au début des « bons offices », et dont on entendra encore beaucoup parler, sous une forme ou sous une autre. C'est le commencement

de la fin de l'hégémonie française en Afrique du Nord, et Bourguiba l'a bien compris, qui se propose d'être le premier lieutenant de l'impérialisme américain dans cette région du monde. C'est le commencement de la fin de l'Empire français. Ce ne sont pas seulement des marchés protégés, des sources de profit faciles que la France impérialiste est en train de perdre, c'est d'abord sa place dans le monde, sa prétention à être une grande puissance.

Mais les plans américains desti-

(Suite page 2).

U. S. A.

Nouvelles perspectives pour le mouvement socialiste

LES perspectives semblent bonnes pour un effort en vue d'une meilleure campagne socialiste dans les élections générales de 1958 aux Etats-Unis. Des forces

plus importantes seront mobilisées pour le soutien direct des candidats socialistes, et l'on peut attendre des travailleurs une meilleure réceptivité pour les idées socialistes.

La crise de plus en plus profonde du capitalisme américain commence à frapper les masses, leur faisant abandonner quelques-unes des notions pro-capitalistes que leur avaient inculquées les soi-disant dirigeants ouvriers. Lorsque les sputniks s'élançèrent dans l'espace, beaucoup commencèrent à mettre en doute le mythe de l'invincibilité supérieure américaine dans tous les domaines. De même, la montée en flèche du chômage a remis en question ce faux dogme : les travailleurs peuvent assurer la sécurité de leur emploi en soutenant la politique de guerre impérialiste. De nombreux travailleurs commencent à approfondir leur pensée politique, à chercher de nouvelles solutions à leurs problèmes.

Parallèlement, la crise du stalinisme a donné une impulsion au mouvement révolutionnaire américain. Le Parti Communiste a subi de lourdes pertes et ne possède plus cette influence qu'il pouvait utiliser jusqu'alors à saboter la lutte des classes. Une fraction importante des anciens membres et sympathisants du P.C. s'est maintenant tournée vers la recherche honnête d'une politique révolutionnaire et socialiste.

Afin d'établir des contacts fraternels avec ces militants révolutionnaires, le Socialist Workers Party (trotskyste) a proposé une politique d'action commune sur les points où l'accord peut être réalisé, tout en poursuivant une discussion amicale sur ceux où demeurent des divergences politiques. De telles actions communes sont proposées surtout dans les cas où elles peuvent amener de larges couches de la

E. JONES.

(Suite page 2).

Les grèves et la guerre d'Algérie

LE Mouvement National Algérien, et son président Messali Hadj ont toujours souligné, à chaque occasion, la communauté d'intérêts qui unit les travailleurs français et le peuple algérien. C'est pourquoi il nous paraît particulièrement intéressant pour nos lecteurs de reproduire l'article ci-dessous, extrait du N° 9 du bulletin d'information du M.N.A., en date du 3 avril 1958.

Le mardi 1^{er} avril, près d'un million de travailleurs se sont mis en grève dans toute la France. Si la grève a été inégalement suivie dans la fonction publique, les cheminots quant à eux ont été unanimes à engager le mouvement. Il ne faut pas oublier en outre que cette jour-

née de grève était présentée par les syndicats français comme n'étant que le début d'un plus vaste mouvement, si le gouvernement n'admettait pas les revendications des travailleurs.

(Suite page 3).

17 mai : procès des tortures en Algérie Mais la répression continue

AU cours de l'audience du 11 janvier 1958, la 17^e chambre correctionnelle de Paris a renvoyé le procès en cours, après quelques débats, au 29 mars 1958, « pour continuation ».

Nous avons déjà exposé les raisons de l'avant-dernier renvoi; celles du dernier sont identiques. Rappelons les faits : Ce procès sur les tortures en Algérie, et pas seulement les tortures, est issu de l'initiative du ministère public, en fait le gouvernement, parce que, dans ce journal, il y a de cela bientôt trois ans, nous avons affirmé qu'un certain nombre de militants nationalistes algériens avaient été torturés par la police. Nous avons cité des noms, des faits, des dates, et nous nous sommes offerts à apporter la preuve des faits que nous avions avancés.

Les preuves que nous soumettons sont nombreuses, dans la mesure même où nous étions inculpés de diffamation sur des faits précis — en particulier des faits relatifs à des hommes nommément désignés — mais aussi sur des affirmations générales telles que : « Gestapo algérienne » et « camps de concentration ».

Au cours de la première audience, le magistrat représentant le ministère public tenta d'écarter du débat un certain nombre d'éléments que nous avions versés au dossier, notamment sur les camps de concentration nazis. Cette demande n'était pas inattendue. Elle complétait, sinon à la lettre du moins dans l'esprit, l'offre de contre-preuves faite par le ministère public lui-même.

Car, en dépit de l'évidence, l'évidence qu'il y a eu et qu'il y a encore des tortures en Algérie, le ministère public nie tout en bloc.

Cette offre de contre-preuves, émanant directement des services du gouvernement général d'Algérie, tente de s'appuyer sur les cas précis des militants nationalistes que nous avons cités.

Dépôts d'officiers ministériels, expertises de médecins-légistes, déclarations prétendument contradictoires des inculpés qui ont subi les tortures, le ministère public a tenté d'accumuler les documents pour justifier sa thèse, à savoir : que tout ce que « La Vérité » a publié n'est que pure invention.

Or, dans le procès contre « La Vérité », outre un certain nombre de documents que nous avons produits pour prouver que nous n'inventons rien, nous avons fait citer un certain nombre de témoins. Parmi eux, deux Algériens, Mustapha Ben Mohamed et Mohamed Mamchaoui, que nous avons cités dans l'article pour lequel nous sommes poursuivis, qui ont été torturés et sont prêts à venir déposer à la barre pour faire le récit des tortures qu'ils ont subies.

L'audition de ces témoins, c'est quasiment tout le procès. En conscience, le tribunal ne peut juger qu'après leur audition. C'est sans doute pourquoi, le 11 janvier, le tribunal renvoyait-il le procès au 29 mars « pour continuation ».

Le 29 mars, à la demande de la défense, le procès fut renvoyé au 17 mai. Nous avons fait cette demande pour qu'il n'y ait aucune excuse valable pour les autorités administratives, si l'audition, comme témoins de Mustapha Ben Mohamed et Mohamed Mamchaoui n'avait pas lieu. Car ces deux hommes, ces deux militants nationalistes algériens, sont, l'un à la prison d'Alger, l'autre dans un camp dit d'hébergement.

Nous doutons fort que les autorités soient favorables à ces deux dépositions. Nous savons tout ce que peut permettre la procédure. Mais la démonstration doit être faite jusqu'au bout. Ou bien le 17 mai — il n'y aura plus alors ni renvoi « pour continuation » ni pour tout autre motif — les victimes des tortures pourront venir dire ce qu'elles ont subi, et le vrai procès contre les tortures sera engagé ;

(Suite page 2).

U. S. A.

Nouvelles perspectives ...

(Suite de la 1^{re} page)

classe ouvrière à envisager des perspectives socialistes.

En janvier dernier, ces contacts furent concrétisés par la proposition du Comité national du S.W.P. : partout où ce serait possible, des listes communes d'union socialiste seraient présentées aux élections générales de 1958. Le S.W.P. proposa les points suivants comme base d'un programme commun : opposition socialiste à la politique étrangère impérialiste ; programme socialiste pour garantir la sécurité économique ; soutien sans réserve à la lutte pour l'égalité des Noirs ; opposition unie à la « chasse aux sorcières », et défense de toutes ses victimes ; appel à la constitution d'un Parti Ouvrier Indépendant fondé sur les syndicats en accord avec le peuple Noir et les petits propriétaires terriens.

Une campagne électorale d'union socialiste de ce genre a déjà été lancée à Chicago. Dans cette ville, un large mouvement de soutien se développe pour la candidature au Congrès du Révérend Joseph P. King. En tant que leader des Noirs, le Révérend King symbolise également la solidarité du mouvement socialiste avec les Noirs en lutte pour leur libération. Une action est maintenant en préparation en vue d'assurer le nombre de signatures nécessaires (1) pour le mettre en compétition, comme candidat indépendant, opposé à la fois aux candidats républicain et démocrate.

Les thèmes centraux de la campagne du Révérend King sont les suivants : contre le programme de guerre, pour l'amitié et l'assistance aux pays du bloc soviétique et aux peuples coloniaux ; pour l'égalité des Noirs et contre les brutalités policières ; pour la défense des victimes de la « chasse aux sorcières » ; pour la destruction de l'appareil qui permet cette chasse aux sorcières au Congrès. Sur le plan national, cette campagne a reçu l'appui de la presse noire et socialiste.

Une seconde campagne électorale d'unité se prépare en Californie. Le docteur Holland Roberts, de Palo Alto, est candidat pour le poste de « surintendant » de l'Instruction publique pour l'Etat de Californie. Sa candidature a déjà reçu l'appui de forces importantes dans les milieux socialistes, libéraux et syndicalistes. Vincent Hallinan, candidat du Parti Progressiste aux élections présidentielles de 1952, dirigera sa campagne.

Le Docteur Roberts, ancien professeur à l'Université de Stanford, se présentera aussi comme socialiste, avec les références que donnent quarante années de lutte pour instaurer dans le système d'éducation des méthodes progressistes et la liberté de pensée. Il dirigea récemment l'Ecole Ouvrière de Californie, qui fut étranglée par les chasseurs de sorcières. Son programme appelle à la suppression des serments de loyalisme et autres abus dirigés contre les libertés universitaires. Il demande également que les crédits actuellement utilisés dans des buts militaires soient employés à bâtir davantage d'écoles, former davantage de professeurs et leur assurer la sécurité matérielle.

Des contacts sont maintenant pris dans quelques autres Etats pour rechercher les possibilités de constituer des listes d'union socialiste. Là où cela s'avère impossible, le S.W.P. lancera ses propres candidats dans la compétition avec le programme intégral du Parti.

Une action dans ce sens a déjà été réalisée dans trois Etats :

Dans le Michigan, où l'industrie automobile est concentrée, les propagandistes du S.W.P. ont réuni 31.000 signatures, pour placer la liste du Parti dans la compétition. 16.000 autres signatures ont été rassemblées en Pennsylvanie, Etat industriel-clé, pour placer les candidats du Parti dans la compétition électorale. Une action similaire a déjà été effectuée dans l'Etat industriel du New-Jersey. Tout ce travail a été fait par des volontaires du Parti, parcourant les rues pendant des heures, à l'époque où les journées d'hiver étaient souvent très rigoureuses.

Les rapports des propagandistes

ouvriers montrent une réceptivité croissante aux idées socialistes parmi les travailleurs. Ils indiquent un intérêt croissant pour les déclarations des socialistes. Les travailleurs recherchent des solutions au danger atomique, et à la menace grandissante d'une nouvelle et profonde crise économique.

Avec les lois américaines actuelles, les candidats socialistes peuvent en général obtenir une possibilité limitée de temps libre sur les chaînes de radio et télévision. C'est rendu possible avec certaines garanties de temps libre égal pour tous les candidats, non par un quelconque désir de protéger les droits démocratiques, mais parce que les Républicains et les Démocrates ne se font pas mutuellement confiance dans cette affaire.

Un tel temps de radio et télévision permet aux candidats socialistes de diffuser le programme socialiste à quelques milliers de travailleurs au moment où l'intérêt de l'élection est à son plus haut point. Les idées de lutte des classes peuvent parvenir aux militants des syndicats, à ceux qui luttent pour la liberté des Noirs, aux jeunes gens qui aspirent à une vue neuve du

monde.

Un travail de propagande révolutionnaire aussi valable est naturellement battu en brèche par l'opposition du Parti Communiste. Les stalinien poursuivent une politique de soutien intégral du Parti Démocratique, pas tant ouvertement qu'à travers leur campagne formelle contre les Républicains. De plus, ils s'opposent à l'idée d'une liste socialiste unique parce qu'ils ne veulent participer à aucune forme d'action commune avec le S.W.P. (trotskyste).

Mais le stalinisme n'a plus aujourd'hui le poids qu'il a eu autrefois, dans le mouvement socialiste américain. Au contraire, beaucoup de militants du Parti Communiste qui se sont rebellés contre le stalinisme depuis le 20^e Congrès sont attirés par le S.W.P. Ces symptômes, ajoutés à la poussée croissante qui se fait jour parmi les travailleurs montrent les nouvelles possibilités d'extension du mouvement socialiste révolutionnaire aux Etats-Unis.

(1) Aux U.S.A., une candidature électorale n'est recevable que si elle est appuyée par un certain nombre de signatures.

QUELLE SOLUTION EN ALGERIE

(On lira ci-dessous la conclusion de l'article de P. Lambert paru dans notre précédent numéro).

Il serait, malgré tout, erroné de croire qu'il y a une correspondance automatique entre « l'infrastructure » économique et sociale et la « superstructure » politique. Si, en dernière analyse, « l'infrastructure » détermine la « superstructure », la perspective est néanmoins plus complexe et ouvre la possibilité de situations politiques originales.

Dans le F.L.N. se sont rassemblées toute la bourgeoisie musulmane, tous les propriétaires fonciers. Grâce aux appuis d'Etats dont il bénéficie, le F.L.N. a réussi à se constituer une base de masse indéfectible. Mais son « épine dorsale » est trop faible pour jouer un rôle autonome et, de plus, le F.L.N. concentre en son sein, de par la nature de ses soutiens, toute une série de contradictions étrangères au peuple algérien. C'est ce que traduit Raymond Aron en regrettant que le F.L.N. ne puisse prétendre à la qualité d'interlocuteur valable « encadrant et apaisant les masses ». Par ailleurs, le développement des événements depuis 1954 a entraîné une situation où l'impérialisme français s'est interdit, bien qu'il en ait manifesté à diverses reprises le désir (entretiens Gorse-Bogarra-F.L.N., Communion Yazid, sans compter les interventions des innombrables petits courtiers à la Barrat), de traiter avec le F.L.N. Politiquement, et dans un contexte où le rapport des forces ne peut entraîner un

Dien-Bien-Phu, la négociation exclusive avec le seul F.L.N. est exclue. De ceci, J. Chevallier est aussi convaincu que R. Lacoste et A. de Sérigny. Qu'il le regrette est une chose, qu'il estime ne devoir mettre en selle que les « amis » de Benoueniche, Ferhat Abbas et Klouane, et non les « Caïrotes » du F.L.N., etc., est une autre.

Mais en posant ainsi les problèmes, et dans la mesure où est comprise, par une large fraction de l'impérialisme français, y compris Lacoste, à l'encontre de Sérigny, l'impossibilité d'une victoire militaire de l'armée française, s'ouvre une situation où, sous une forme ou une autre, il n'y a pas d'autre issue à la recherche d'une solution que la négociation sans exclusive ni préalable.

Du point de vue impérialiste, cela signifie la tentative « d'encadrer et d'apaiser les masses » en s'appuyant sur des forces politiques et sociales plus larges que celles exprimées par le F.L.N. et Benoueniche. Du point de vue des intérêts des masses et du peuple algérien, une telle solution peut permettre de préserver toutes les possibilités d'une indépendance nationale réelle. En fait, une telle solution ouvrira une situation où les espoirs des ultras d'écraser la Révolution algérienne, et des « libéraux » d'apaiser les aspirations sociales des masses algériennes, seront anéantis. Quant à la tentative de Lacoste, de forger artificiellement, par « la confection sur mesures » un « cadre bourgeois musulman » avec la loi-cadre, elle est d'ores et déjà désespérée.

Crise aiguë du régime bourgeois

(suite de la page 1)
nés à maintenir à longue échéance le Maghreb dans le monde libre se heurtent à la révolution, à la volonté d'indépendance nationale des masses, à la volonté des fellahs de voir leur revenir leurs terres. Les dirigeants américains savent que l'Algérie ne peut être isolée du reste du Maghreb, que la seule chance de juguler, pour un temps au moins, le mouvement des masses, c'est d'aboutir à un compromis en Algérie. Si la proposition Gaillard d'un pacte méditerranéen s'était accompagnée d'une reconnaissance d'un Etat algérien, elle eût parfaitement convenu aux Américains. On pouvait d'ailleurs dire qu'elle l'impliquait, mais il y a loin des intentions aux actes, et si Gaillard comprend la nécessité de négocier un compromis en Algérie, il ne semble guère qu'il puisse promouvoir cette négociation.

C'est sur la question algérienne que la politique américaine se heurte le plus durement aux intérêts particuliers de la bourgeoisie française. La guerre d'Algérie sape les bases mêmes de la stabilité sociale dans le Maghreb ; les Américains veulent y mettre fin. Mais la bourgeoisie française, déchirée et impuissante, est incapable de trouver une solution et c'est de sa faiblesse que vient la nécessité d'internationaliser le règlement de cette guerre.

La politique américaine est naturellement hésitante et contradictoire. Si elle tend à intervenir directement en Afrique du Nord pour « limiter les dégâts », elle est soucieuse de ne pas provoquer en France une crise qui pourrait bien être une crise de régime. Fondamentalement, la paix sociale lui est plus importante encore que la solidité du bourguibisme. Mais cela ne veut nullement dire qu'elle ne considère pas que le danger le plus immédiat est en Afrique du Nord et qu'il faille d'abord régler cette question.

L'IMPERIALISME FRANÇAIS MIS A LA RAISON

En tout cas, il semble bien que la relance des « bons offices » imposés au gouvernement français, marque un choix de l'administration américaine. On connaît le déroulement de la mission Murphy-Beeley. Elle avait abouti à ce que l'Algérie ne soit pas évoquée, Bourguiba avait fait de nombreuses concessions ; il réservait la question de Bizerte, acceptait un contrôle des aérodromes par des neutres. C'était le maximum, au delà duquel il ne pouvait que se discréditer devant le peuple tunisien. Mais le gouvernement français exigeait que le dialogue franco-tunisien, s'il devait reprendre, porté non seulement sur l'évacuation des troupes françaises, la question des aérodromes et celle de la situation des français en Tunisie, mais aussi sur celle d'un contrôle international de la frontière franco-tunisienne !

Bourguiba répondit que, puisqu'on ne discutait pas du problème algérien dans son ensemble, il n'était pas question de discuter de la frontière. Le gouvernement Gaillard, poussé par les modérés, maintint sa position.

C'était l'échec des bons offices. Pour « L'Express », les « bons offices » avaient finalement capitulé devant Gaillard, renoncé à leur mission pour ne pas le gêner, et cela, non à cause de sa force, mais de sa faiblesse. Il ne fallait pas le mettre dans une situation impossible, car s'il tombait qui lui succéderait ?

Les événements semblaient donner raison à cette thèse. Jeudi 10 avril, devant la commission des Affaires Etrangères, Pineau déclarait que les bases d'accord proposées par Murphy et Beeley lui paraissaient « caduques ». On parlait d'un recours au Conseil de Sécurité.

Et puis, ce fut le coup de théâtre de vendredi, le Conseil des Ministres repoussé sans même que le Président de la République en soit avisé, parce que Murphy venait de revoir Gaillard. La lettre d'Eisenhower qui d'après le « New-York Herald Tribune » peut se résumer ainsi : « Descendez de vos grands chevaux et soyez raisonnables ». Samedi, les ministres mis au pied du mur délibèrent toute la journée. Finalement, les propositions « caduques » sont acceptées et il est seulement fait mention de s'adresser « aux instances internationales pour régler la question de la frontière ».

Les ministres modérés qui, en principe, auraient dû quitter le gouvernement dès que celui-ci avait accepté d'abandonner « nos » aérodromes, furent bien obligés de s'incliner : comme tout le monde, ils avaient peur de la crise... et d'une possible colère de l'oncle d'Amérique.

Ainsi, il semble que le chantage au « danger communiste » n'eût pas cette fois réussi et que le gouvernement américain ait délibérément choisi de continuer à faire pression sur les milieux dirigeants français pour qu'ils modifient leur politique en Afrique du Nord.

Peut-être ainsi renforceront-ils le prestige de leurs amis et leur influence dans le Maghreb, mais ne risquent-ils pas d'accélérer en France une crise sans précédent ?

La chute du gouvernement Gaillard est bien le symptôme d'une telle crise.

C'est aux révolutionnaires d'exploiter pareille situation, de faire qu'elle soit l'occasion pour le mouvement ouvrier de mettre en avant et d'imposer ses solutions.

La répression continue...

(suite de la page 1)

ou bien, pour une foule de motifs, Mustapha Ben Mohamed et Mohamed Mamchaoui seront empêchés de témoigner ; alors il n'y aura pas de procès.

C'est-à-dire qu'il y aura procès, mais ce sera le procès de la carence et de la mauvaise foi gouvernementale, le procès de Monsieur Lacoste qui ose, sans honte, qualifier de « socialiste » la politique qu'il mène en Algérie, sans avoir le courage de faire face à ses accusateurs ; ses propres victimes.

Il est vrai que la lâcheté est devenue un procédé de gouvernement. Cependant que personne ne veut d'un procès contre les tortures en Algérie - ce n'est pas un hasard si, seul, le journal « La Vérité » est poursuivi pour diffamation dans un cas semblable - la justice militaire poursuit son action contre les militants trotskistes, A LA FAVEUR DUN DESISTEMENT DE LA JUSTICE CIVILE A SON PROFIT.

Nous avons déjà parlé de cela, au moment où le juge d'instruction Laroque s'est déclaré incompétent pour instruire une affaire de presse et a transmis sans autre forme de procès, le dossier à la juridiction militaire compétente.

Il est remarquable que ceci s'est passé le 8 janvier 1958, après que la onzième chambre de la cour d'Appel ait cassé un jugement selon lequel la seizième chambre correctionnelle se déclarait incompétente, dans une affaire analogue. Le jugement de la cour d'Appel faisait jurisprudence, au lieu de mener l'instruction à son terme et de laisser au tribunal correctionnel le soin de juger de sa compétence, le parquet sur intervention du ministre de la Défense nationale, a interrompu l'instruction civile en cours.

C'est pourquoi les camarades Gérard Bloch, Stéphane Just, Pierre Lambert et Daniel Renard, sont de nouveau convoqués par le juge d'instruction militaire pour le 19 avril 1958.

Ce sera la deuxième inculpation signifiée à ces militants par cette juridiction.

La poursuite de la guerre d'Algérie est inséparable de l'intensification de la répression en France.

« Les dix jours qui ébranlèrent le monde »

L'œuvre célèbre de John REED est en vente à la S.P.E.L.

Un volume : 850 francs

Envoi franco de port contre un mandat de 900 fr. au C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris.

Amnistie totale pour les condamnés malgaches

On se souvient de l'effroyable répression qui s'abattit sur le peuple malgache, à la suite des incidents qui éclatèrent en 1947 en plusieurs points de la grande île et firent 150 victimes européennes.

A cette époque, Vincent Auriol était président de la République française; Marius Moutet, ministre de la France d'outre-mer; le sinistre de Chevigné, Haut Commissaire à Madagascar et celui qui n'était encore que le colonel Garbay (le futur « héros » des ratissages du Cap Bon) brûlait de se signaler, à Madagascar, par quelques exploits.

Bombardements, incendies de villages, expéditions punitives terrorisèrent le peuple malgache, et plus de 80.000 innocents périrent dans ce véritable « génocide ».

Le plus grand parti de Madagascar, le Mouvement Démocratique de Rénovation Malgache, avait connu après la guerre un développement impétueux et se donnait pour objectif la transformation de Madagascar en « Etat associé à l'Union Française ».

Le Gouvernement français et l'Administration profitèrent de ces événements pour mettre en marche la machine qui visait à frapper un grand coup et à décapiter totalement le M.D.R.M.

Le directeur de la Sûreté, BARON, monta alors un procès truqué visant à établir la responsabilité du M.D.R.M. et des trois parlementaires malgaches dans ce qu'on a appelé « la rébellion de Madagascar ».

On extorqua des aveux aux militants du M.D.R.M. par des procédés infâmes et des tortures qui semblent une sinistre répétition générale des exactions de la Gestapo algérienne.

On exécuta « à la sauvette », avant l'ouverture du procès, les principaux témoins à charge avec lesquels les parlementaires demandaient à être confrontés; on amena au procès des députés malgaches et des dirigeants du M.D.R.M., des témoins déjà condamnés à mort dans d'autres procès, à qui l'on fit faire de fausses déclarations en leur promettant la vie sauve.

Les accusés retracèrent les aveux arrachés sous la torture; et RASETA, RAVOAHANGY, RABEMANANJARA transfèrent librement ce procès truqué en un magnifique réquisitoire contre le colonialisme français oppresseur de leur pays.

Les illégalités s'étant multipliées durant les derniers jours du procès, les accusés refusèrent de répondre et se retranchèrent jusqu'à la fin dans un mutisme total.

Ravoahangy, Raseta, Rakotovoava, Tata Max, Joel Sylva, Rakotarissonina furent condamnés à mort; Rabemmananjara, Enbeantoadro, Razafin, Dralambo, Ranarioso aux travaux forcés à perpétuité, et les autres militants à des peines de travaux forcés à temps.

L'Assemblée Nationale au cours d'un débat d'une confusion extrême, où le groupe socialiste vota honteusement pour, et où le Parti communiste ne protesta que par la bouche d'obscurs députés, entérina ce crime légal.

Le scandale était pourtant si grand que Vincent Auriol commua les condamnations à mort en condamnation aux travaux forcés à perpétuité.

Après de longues années de détention aux bagnes de Calvi et de Nosy Lava, les militants malgaches furent libérés sous condition et certains d'entre eux contraints de résider en France loin de leurs familles et de leur peuple.

Or l'Assemblée Nationale vient de discuter du projet de loi relatif à l'amnistie « pour les faits commis lors des événements de 1947 à Madagascar ».

Le gouvernement s'opposa à une amnistie pleine et entière affirmant que les responsables de la rébellion malgache ne peuvent être l'objet d'une mesure de clémence.

Mais, par 278 voix contre 265, l'Assemblée prit en considération le texte de la commission des territoires d'outre-mer qui accorde l'amnistie à tous les faits commis au cours des événements de 1947.

C'est alors qu'un amendement fut présenté par un député socialiste, M. GARAT, restreignant la portée du nouveau texte et spécifiant que les condamnés à mort ou aux travaux forcés à perpétuité ne retrouveraient leurs droits politiques qu'à partir de 1963.

Une fois de plus, ces fidèles laïques de la bourgeoisie qui sont les socialistes volaient au secours du Gouvernement. Ils avaient aussi le dessein d'empêcher le retour à Madagascar et à la vie politique des authentiques dirigeants nationalistes, des martyrs de la cause malgache, après des quels ne pesaient pas bien lourds les TSTRANANA et autres socialistes malgaches que la loi cadre a nanié de postes et de responsabilités dans le gouvernement de Madagascar.

A peine cette décision fut-elle connue dans la « Grande Ile », que les journaux malgaches commentèrent avec amertume et indignation le vote restrictif de l'Assemblée Nationale.

Le Conseil municipal de Tananarive a reporté l'examen du budget en signe de protestation.

De passage à Paris, le ministre malgache de l'Éducation et de la Jeunesse du Conseil de Gouvernement Central de Madagascar a affirmé, dans une déclaration de presse, que « dans son ensemble le peuple malgache désire ardemment le retour dans leur pays des anciens détenus politiques ».

Tous les révolutionnaires, tous les syndicalistes, tous les démocrates doivent exiger l'abrogation de l'inique amendement qui restreint la portée de l'amnistie pour les militants malgaches condamnés à mort et aux travaux forcés à perpétuité.

Ils réclameront le vote d'une nouvelle loi d'amnistie sans restriction aucune.

Ils doivent œuvrer pour le retour dans leur pays, avec la jouissance de tous leurs droits politiques, de tous les détenus politiques malgaches et des trois parlementaires condamnés en 1947.

P. RAVEAUX.

ESPAGNE :

Maturité politique de la nouvelle génération

Dans la presse française, la naïveté de certains commentaires sur la situation en Espagne. Personne ne s'est occupé de faire une enquête sérieuse, chose, pourtant, relativement facile.

La question se pose maintenant de l'interpré-

tion qu'il faut donner aux grèves qui viennent de se dérouler en Espagne avec une ampleur jusqu'ici jamais atteinte depuis que Franco est au pouvoir. S'agit-il de grèves économiques ou de grèves politiques ? Il règne autour de cette question un confusionnisme que les différentes tendances exploitent à leur profit.

Il a existé aussi un certain confusionnisme dans le déroulement des grèves, surtout en ce qui concerne la région de Barcelone. Nous disposons maintenant d'informations plus vivantes, des témoins et des protagonistes de ces journées obscures, certains problèmes, et ceci nous permet une vision d'ensemble assez proche de la réalité.

A Barcelone, le malaise politique, l'artivité clandestine, et les courants d'opinion antifranquistes sont tellement forts que la grève surgit de façon spontanée en même temps en plusieurs endroits, et pour des motifs différents, bien que toujours politiques. Certains traits appellent à la grève par solidarité avec les étudiants de la faculté de médecine. On sait que ces universitaires (des médecins) représentent avec les avocats et les philosophes, la couche étudiante la plus économiquement faible et aussi la plus évoluée politiquement. A l'intérieur, les cellules marxistes de différentes tendances, abondent, en discussion avec des étudiants d'autres tendances.

Il est remarquable de constater que l'éventail d'opinions s'ouvre selon les divergences des partis traditionnels : des néopomistes, des néostalinien, des néosocialistes à gauche, des libéraux catholiques, des syndicalistes politiques, des « européens » au centre, et une droite elle aussi antifranquiste, de monarchistes et catholiques intransigeants.

Il est étonnant de constater, lorsqu'on parle avec ces étudiants, leur connaissance des problèmes contemporains du socialisme. Malgré tout, l'Espagne est restée ouverte, surtout les derniers temps et il a été possible à l'intelligence et à s'informer au jour le jour. Dans ce sens, les problèmes les plus récents du mouvement socialiste se posent à l'intérieur de l'Espagne avec une vivacité extraordinaire. La classe ouvrière catalane, surtout, assez évoluée sur ce terrain, participe à cette agitation estudiantine

parce que les étudiants, dans leur inquiétude politique, ont cherché des contacts avec d'anciens militants révolutionnaires, selon la tendance que leurs idées prenaient. Ainsi a-t-on pu observer, petit à petit une restructuration de la vie politique espagnole avec les distinctions et contradictions qu'elle avait auparavant, mais adaptées aux nouvelles conditions générales du pays. Dans ce sens, la caractéristique essentielle de la « nouvelle vague » espagnole est d'être essentiellement touchée par des problèmes politiques. Il existe une soif de vie politique. Les gens qui arrivent à Paris vous réclament du « matériel » et ce sont des textes classiques qu'ils veulent; Lénine paraît avoir la primauté des préférences dans ce sens.

Le fait que la solidarité, d'une part avec les étudiants, d'autre part avec les mineurs des Asturies, a joué un rôle absolument déterminant dans ces grèves indique clairement que n'importe quel prétexte sera repris, malgré l'actuelle brutale répression, pour recommencer à nouveau.

La lecture des communiqués de presse des filcs espagnols est aussi instructive dans ce sens. « arrestation d'un tel, d'un tel et d'une telle, pour tentative de reconstitution d'association politique ». Les noms sont toujours nouveaux et jeunes.

Ce qui indique au plus haut point le degré de maturité politique atteint par la masse des jeunes, c'est l'accueil ironique fait — même par les éléments influencés par le stalinisme — à la doctrine de la « réconciliation nationale » allant jusqu'aux monarchistes, lancée comme slogan « d'agitation » par le P.C.E. depuis la lointaine Prague.

La classe ouvrière espagnole, et l'avant-garde universitaire ont compris que toute lutte sur le plan

économique était insuffisante, et qu'il fallait s'engager carrément sur le terrain politique. Le mécontentement croissant contre les Américains, qui accordaient des nouveaux crédits à Franco au moment où celui-ci matait brutalement les revendications des mineurs des Asturies, et le malaise profond provoqué par l'activité guerrière de l'armée espagnole au Maroc ont donné une forte impulsion à l'activité politique de l'intérieur.

Déjà, les forces de la bourgeoisie s'efforcent de trouver une solution douce mais rapide à ces problèmes, et l'idée du retour du roi Don Juan gagne des partisans au sein du gouvernement. D'importantes démarches sont faites actuellement dans ce sens. La substitution à l'épouvantail Franco d'un royal pantin est une manœuvre typique du capital réactionnaire, qui ne devrait même pas tromper un instant aucun militant ouvrier sérieux.

Le récent voyage de la « signora » Franco et du ministre Castiella (Opus Dei) au Portugal pour s'entretenir avec Don Juan, et le voyage immédiat de ce dernier à Washington indiquent que cette idée et ce retour sont déjà dans une étape fort avancée.

N'oublions pas qu'en l'absence de Franco, l'Espagne est gouvernée par un conseil du règne, et l'on parle déjà, dans les cercles diplomatiques de Madrid, d'une prochaine maladie du dictateur...

L'Etudiant Espagnol.

Le gérant : P. LAMBERT

Imp. DAVY - Paris
53, rue de la Procession, Paris

A TRAVERS LA PRESSE SYNDICALE

APRES les grèves des fonctionnaires et des Services publics du 1er avril, après la grève des mineurs du 12 avril, constatons que le gouvernement maintient sa position de refus — motivée par toute sa politique — et qu'en tout cas, ce qu'il saurait lâcher ne correspond, en aucune façon, aux besoins des travailleurs.

Les 240.000 fr. hiérarchisés de la fonction publique ne font que 28.800 fr. au coefficient 120 de gouvernement ne veut lâcher que 26.400 fr. en novembre prochain). Les 22.300 fr. de salaire de base de l'E.D.F. sont compris pour 48 heures hebdo, et le gouvernement ne veut les lâcher qu'en 1960! Tout ce que l'on peut attendre de palabres, c'est de voir « raccourcir » ce terme. Les cheminots ont essayé ce même refus, et la C.G.T., tout comme les autres organisations, nous le réclame, d'après « La Vie Ouvrière » du 9 avril 1956, que les 11 % promis par le gouvernement dans « son programme » de novembre 1957, comme le dit la rédactrice Christiane Chotard :

« Les promesses qui ont été faites doivent être tenues »; à ces 11 % s'ajoutent, dit-elle, « les économies

réalisées en 1957 (notez cette descendante limitation) sur leurs dos » et encore d'après le même auteur, la C.G.T. traduisant curieusement la volonté de combat des grévistes, il s'agirait surtout d'amorcer de nouvelles palabres « Et ils veulent que le gouvernement en discute à Pâques plutôt qu'à la Trinité ». Curieuse conclusion d'un article, s'il voulait préparer à une action de grève générale.

La même « Vie Ouvrière » du 9 avril 1956, au sujet de la grève de la Fonction Publique, liée à celles des Cheminots et de l'E.D.F. du 1er avril, réserve à ce secteur une place d'une modestie extrême, tout en disant :

« Il serait fastidieux de citer « tous les services, ministères, où « les fonctionnaires ont eux aussi « débrayé. Ce qui a manqué à la « journée, c'est le développement « de l'unité entre la C.G.T. et F.O. « On a d'autre part constaté que « le cahier de revendications de la « Fédération générale des fonction- « naires F.O. avait été modifié « dans un sens qui le rapproche de

(Suite page 4).

Les grèves et la guerre d'Algérie

(Suite de la 1^{re} page)
On peut donc s'attendre, pour ce printemps à une agitation sociale de grande envergure dans la France entière. Il est possible que l'on assiste à nouveau à des manifestations semblables à celles d'août 1953.

Les travailleurs français demandent une amélioration de leur sort. Les salaires sont pratiquement bloqués alors que le coût de la vie augmente de jour en jour. Certains économistes présentent cette situation comme étant la conséquence de la crise de récession que traverse actuellement le monde occidental et particulièrement les Etats-Unis. L'économie française dépendant en grande partie de celle de la zone dollar qui lui fournit des devises contre des exportations, cette analyse peut sembler exacte. Cependant, il est clair qu'en ce qui concerne la France, d'autres facteurs entrent pour une part plus importante dans l'évolution actuelle.

Comme M. Pflimlin l'a déclaré, les dépenses de l'Etat français, qu'il est « impossible de réduire », empêchent toute revalorisation des salaires, et particulièrement ceux de la fonction publique. Or, quelles sont les dépenses qui, à l'heure présente, pèsent le plus sur le budget français ? Personne ne peut contester que ce soient les dépenses militaires. La guerre d'Algérie qui englutit deux milliards par jour à elle seule suffit pour mettre en péril l'équilibre budgétaire français. Inutile de chercher plus loin la

cause principale, sinon la seule, des difficultés économiques de la France. Il ne s'agit que de raisonner. La logique ne conduit pas à une autre réponse.

Depuis bien longtemps le M.N.A., qui s'adresse périodiquement à la classe ouvrière française, a attiré son attention sur le péril vers lequel la politique gouvernementale de guerre à outrance entraînait l'économie française. Aujourd'hui, le gouffre est là, tout près. Encore quelque obstination et toute la France y bascule. La fin de la guerre de reconquête coloniale en Algérie peut seule sauver la situation.

Les travailleurs français font grève pour des avantages qu'ils ne peuvent absolument pas obtenir si le gouvernement ne change pas du tout au tout sa politique coloniale. Il est impossible de mener une guerre totale en Algérie — guerre qui réclame sans cesse de nouveaux crédits — et de poursuivre, de pair, une politique d'amélioration sociale en France. La preuve en a été faite par le gouvernement Mollet qui a échoué lamentablement.

Il faut donc choisir. Il faut contraindre le gouvernement français à choisir la bonne solution. Paix en Algérie et amélioration sociale en France. C'est pourquoi, la grève primordiale que les travailleurs français doivent engager aujourd'hui est la grève pour le cessez-le-feu et les négociations en Algérie. Hors cela, la seule évolution possible est l'évolution vers une aggravation de la situation.

Fonction Publique :

Pour vaincre, il faut satisfaire la base !

LES organisations syndicales entraînées par la nécessité de « faire quelque chose » pour satisfaire le mécontentement de la base, ont « ouvert » la soupape de sûreté de la grève de 24 heures ; grève limitée qui servira, pensent-elles, d'exutoire à la pression qui les pousse à se battre contre la politique de misère de la bourgeoisie.

C'est ce qu'a demandé depuis un an le Comité Intersyndical des Services Publics de la Loire-Atlantique ; c'est ce qu'ont demandé, plus récemment, les travailleurs municipaux et fonctionnaires d'Aix-en-Provence ; c'est ce que veulent les travailleurs des services publics et de santé (F.O.) qui, réunis à Saint-Dizier le 19-1-55, ont demandé, avec les 220.000 immédiatement, les 240.000 avec l'E.D.F. et plus encore :

« Refonte complète du système de la rémunération de la Fonction publique : a) par une révision de la grille hiérarchique « dont l'éventail devra être moins étendu » ; b) par l'intégration de toutes les indemnités dans le traitement soumis à retenue

Nous avons maintes fois rappelé que cette base a des volontés bien nettes. Elle ne considère comme sérieux et satisfaisant qu'un combat le plus général possible, et pour des objectifs autrement plus importants que les palliatifs acceptés par les directions syndicales inquiètes de luttes capables d'ébranler le régime.

« pour pension ; c) par la suppression des augmentations hiérarchisées qui devront être remplacées par des règlements d'égalité valeur pour tous. Ces mesures devront être prises simultanément avec celles ayant trait à l'harmonisation avec le secteur para-public. Le Comité s'élève avec indignation contre le relèvement scandaleux de certains traitements (80.000 à 100.000 francs)... »

Tout ceci a paru dans « Force Ouvrière » du 30 janvier dernier. Si la conclusion du Comité Régional de la Fédération des Services Publics et de Santé de la X^e région fait encore confiance, au moins formellement, à l'organisation F.O. pour conquérir cette plate-

forme, les événements risquent de modifier rapidement cette fragile confiance ! C'est pour tenter de maintenir toutes ces brebis, inquiètes, dans le grand troupeau docile que toutes les Organisations C.G.T., C.F.T.C., F.O., F.E.N. qui, ont maintenu, des mois, l'inaction revendicative doivent aujourd'hui « laisser fuser » quelques formes d'action. Si importantes que soient les mobilisations partielles que ces Organisations Syndicales seront contraintes d'engager, elles ne se font qu'un pâle reflet des énormes possibilités d'action que recèle la volonté des masses d'atteindre la satisfaction de revendications que la conjoncture pose à un niveau très élevé.

Les 15.000 francs égaux pour tous les 45.000 francs mensuels (pour 174 heures de travail), les 40 heures, la révision de la hiérarchie, la suppression des abattements de zone, la titularisation des auxiliaires, « l'harmonisation » sur ces bases valables, voilà ce qui, dans tous les secteurs publics et para-publics (Fonctionnaires, E.D.F., Cheminots, Postiers, etc.) forme un niveau commun sur lequel les bureaucrates tentent encore d'interdire le rassemblement.

Si les travailleurs s'organisent, de la base au sommet, en comités d'action, de grève, en cartels locaux, régionaux ou nationaux, pour imposer les revendications qui sont les leurs et l'action générale de tous pour les conquérir, alors les dirigeants seront débordés et, de gré ou de force, ils exécuteront ou laisseront exécuter la volonté de la base ! Déjà, pour lâcher du lest, la F.G.F.F. de F.O. a dû porter sa base revendicative à 240.000 francs hiérarchisés et 40.000 francs de salaire garanti. Plus encore, elle a dû lancer l'ordre de grève en même temps que celui de la S.N.C.F., de l'E.D.F., de la R.A.T.P., etc... Il faut que le front commun de tous, que les revendications de tous soient imposées à toutes les bureaucraties pour la réalisation de la grève générale par la volonté active de tous.

R. ARTAUD.

EDITORIAL

(Suite de la 1^{re} page)

abstention possible aux men-dessistes et même aux députés staliniens — les préparatifs de la conférence au sommet ne prennent-ils pas forme ? — en proclamant sa volonté d'intensifier la guerre d'Algérie, a voulu la crise. Il ne saurait y avoir de politique américaine en vue — il voulait laisser à la droite le soin de démontrer son impuissance ; après quoi le futur gouvernement devra, sous une forme ou sous une autre, s'incliner devant les faits, et reprendre sa politique.

Le futur gouvernement devra constater les progrès énormes faits pendant la crise par l'internationalisation de la guerre d'Algérie. Il se trouvera en même temps devant une aggravation considérable de la situation économique, de la hausse des prix, du déficit du commerce extérieur, de l'incapacité de la France de soutenir avec succès l'offensive de ses concurrents sur le marché mondial. La note à payer sera devenue bien plus lourde... et le refus des masses travailleuses de la payer, beaucoup plus clair et résolu encore.

Certes, les directions du P.C.F. et du P.S. sont parvenues à chloroformer les travailleurs devant la guerre d'Algérie ; en votant les pouvoirs spéciaux, en sabotant la lutte des rappelés, en s'efforçant, par l'intermédiaire des centrales syndicales qu'ils contrôlent, de canaliser la combativité ouvrière dans l'im-passe des grèves tournantes et des luttes de catégorie.

Elles n'ont pu faire que la combativité ouvrière, comme le succès de la grève des mineurs, après celle des services publics, vient de le manifester, ne soit plus grande que jamais. Elles n'ont pu faire que les ouvriers n'acquiescent une conscience de plus en plus précise de la trahison de leurs dirigeants, ni que leur volonté de contrôler leurs luttes, de choisir eux-mêmes leurs revendications et leurs dirigeants ne se renforce constamment. On se tromperait fort en ne voyant dans les récentes grèves de 24 heures un simple manœuvre de grands appareils bureaucratiques des syndicats, organisant des « grèves-avertissements » pour fatiguer les travailleurs et les détourner de la lutte. Non, au départ, il y a eu l'initiative du petit syndicat au-

tonome des cheminots, il y a eu sa décision de grève, échappant au contrôle des grandes centrales, puis contraignant la C.G.T. à s'y rallier pour éviter d'être débordée. Ce n'est là que le signe précurseur de la forme que prendront les grandes luttes ouvrières dans un proche avenir.

Et c'est dans une telle situation — devant une crise du régime bourgeois comme aucun pays avancé n'en a connue jusqu'à présent — que Thorez-Sevin ose expliquer que la lutte révolutionnaire pour le socialisme n'est pas à l'ordre du jour ! Qu'ils préconisent un gouvernement « d'union des gauches » s'étendant jusqu'au R.G.R. de Jean-Paul David ! Qu'ils offrent aux bourgeois leurs bons et loyaux services pour consolider leur domination plus que chancelante, et les aider à surmonter leurs propres divisions !

Les révolutionnaires tiennent aux travailleurs un langage opposé. Ils voient dans le profond déchément auquel l'ennemi de classe est en proie, un clair signal pour se mobiliser contre lui. Du parlement des riches, les travailleurs ne peuvent escompter que guerre et misère. Par une action d'ensemble contre ce régime, ils peuvent imposer leur volonté : — La paix en Algérie par la reconnaissance du droit du peuple algérien à disposer de lui-même ; le retrait des troupes françaises d'Afrique du Nord.

Une augmentation massive, immédiate, égale pour tous des salaires ; 15.000 fr. par mois, en compte sur une revalorisation générale du niveau de vie ouvrier.

La réduction massive des crédits militaires, des crédits de la police, des C.R.S. et des autres forces de répression ; l'augmentation massive des crédits de la construction, de l'enseignement, de la recherche scientifique, etc...

La dénonciation du Pacte atlantique et de tous les traités impérialistes ; la paix assurée, non par la diplomatie secrète des grands, mais par la fraternité des peuples.

Un gouvernement issu, non du parlement des bourgeois, mais des masses en lutte, et fonctionnant sous leur contrôle direct.

Par la grève générale par les manifestations de masse, les travailleurs imposeront leur volonté.

A TRAVERS LA PRESSE SYNDICALE

(Suite de la page 3)

« celui de l'U.G.F.F. (C.G.T.). Tout cela rend plus favorable la possibilité de contacts entre toutes les organisations syndicales de fonctionnaires... »

Voilà une affirmation bien osée, lorsque l'on sait que l'U.G.F.F. (C.G.T.), dans une circulaire du 25 mars, dénonçait l'ordre de grève lancé par F.O. comme un frein pour les autres secteurs en grève ! Telle est la façon, plus que timide, dont l'U.G.F.F. (C.G.T.) a appelé les fonctionnaires à s'associer à la grève « d'avertissement » lancée par la F.G.F. (F.O.) en vue de lier le sort des fonctionnaires à celui des gars de l'E.D.F. et de la S.N.C.F. le 1^{er} avril. La « réserve » de la C.G.T. est-elle motivée par la « rivalité » des centrales, ou par le nouveau mot d'ordre des 40.000 fr. mensuels garantis lancé par F.O. à cette occasion — ou plus probablement, la C.G.T. ne tient-elle pas du tout à une lutte générale de tout le secteur public.

Il est certain qu'entre les 40.000 francs garantis (même si les uns et les autres ont abandonné toute référence aux 40 heures) et les 160 francs horaires du S.M.I.G. de Benoît Frachon, il y a une différence ! Même si la F.G.F. de FO fait, à l'assaut de « propagande » pour « ruiner » la démagogie verbale de la C.F.T.C. (qui grignote les effectifs Fonctionnaires des organisations F.O.), il faut, aussi, reconnaître dans ce passage de 30.000 fr. pour le lampiste à l'indice 125, (ce qui correspond aux 240.000 fr. annuels) aux 40.000 fr. garantis, pour ce même lampiste, une revendication plus proche des besoins des travailleurs, dont l'adoption n'a d'ailleurs pas été indépendante de la pression de la base sur les éléments les plus sains de la direction.

Quant à la C.F.T.C., elle utilise toutes les situations pour se livrer à un « baratin » bruyant, ne reculant aucunement devant les contradictions les plus agressives. Ainsi, l'édition de Syndicalisme Magazine d'avril, intitulé : « La grève de protestation du secteur public et nationalisé : Avertissement sérieux aux pouvoirs publics », ne s'embarasse pas des consignes d'abstention lancées aux fonctionnaires dans le même numéro sous le titre : « Dans l'union la plus large » ;

Le bureau fédéral, réuni le 29 mars, et après consultation de ses fédérations et de ses syndicats, considère que la journée d'action du 1^{er} avril doit conserver le caractère que les travailleurs du secteur nationalisé ont voulu lui donner, et que l'intervention des fon-

ctionnaires dans cette action apparaîtrait comme une manœuvre de diversion contraire à une solidarité vraie entre l'ensemble des travailleurs des secteurs publics et nationalisés...

Ainsi, cet « avertissement sérieux » (21) ne devenait tel, d'après les jésuites du square Montholon, que s'il était limité. Son extension de 600.000 à 1.000.000 de travailleurs était une « fausse » solidarité !

Pourtant, la C.F.T.C. n'ignore pas, pas plus que la C.G.T. et que F.O., que la base veut une grève générale limitée seulement à la satisfaction de ses besoins essentiels. Elle trouvait donc l'occasion de flatter ce sentiment, sans courir de risques, en ajoutant : « Le bureau fédéral est convaincu qu'une action de grande envergure est plus que jamais nécessaire, et à brève échéance, dans l'ensemble de la fonction publique ».

En somme, cette grève « générale », ou la trouve « trop générale » ici, et pas assez générale par là ! Trop générale pour permettre d'espérer des « petites victoires » localisées aux cheminots ou à l'E.D.F. ; pas assez pour obtenir un succès véritable. Mais, pour tous ces bureaucrates, elle reste encore trop démonstrative de l'urgence de la grève générale illimitée.

La Fédération syndicaliste des P.T.T. (F.O.) refusa de participer au mouvement, pour les mêmes raisons strictement corporatives. Mourgués pense toujours que « la sagesse » sera rétribuée par un pour-boire gouvernemental.

La Fédération F.O. des Services publics et de Santé, trouva, elle, cette grève étendue aux fonctionnaires « dangereuse », sans doute justement parce qu'elle posait « l'unité » de besoins de tous les personnels de l'Etat et des collectivités publiques ! Ainsi, par peur de l'extension incontrôlable de la lutte, les organisations syndicales firent preuve, une fois de plus, de leur incapacité à organiser sérieusement un large mouvement. Il est certain que, tant par la forme que par le niveau très bas des revendications, les propositions faites par la C.G.T. à F.O. et à la C.F.T.C. d'un front commun reviennent, en fait, à proposer une assurance collective des bureaucrates contre la pression de plus en plus forte de la base. Voici quelques éléments de ce document :

« Les revendications exprimées par les travailleurs et leurs organisations sont diverses. Certaines sont propres à chacune des corporations et intéressent les conditions de travail, les retraites complémentaires, les classifications, etc.

« Mais il en est un certain nombre qui sont communes à tous les salariés victimes de la hausse des prix et de la détérioration du pouvoir d'achat. C'est le cas, en premier lieu, pour :

— L'augmentation générale des salaires, traitements, pensions et retraites.

« Egalement pour :

— La réduction du temps de travail sans diminution de salaires ;

— La suppression des abattements de zone ;

— L'augmentation de 20 % des prestations familiales ;

— Le remboursement effectif à 80 % des frais médicaux ;

— Le respect du droit de grève et des libertés syndicales.

« Vous savez, par ailleurs, que la C.G.T. insiste particulièrement sur la nécessité de répéter chaque augmentation du S.M.I.G. sur tous les salaires et de porter le S.M.I.G. à 190 francs. »

Et voilà tout ce que revendique la C.G.T. pour compenser la hausse galopante des prix et assurer aux travailleurs un pouvoir d'achat décent — alors que ceux-ci savent qu'un compte égal pour tous de 10.000 francs ou même de 15.000 frs par mois, mis avant à la base par divers syndicats, est la seule revendication susceptible d'assurer un début de satisfaction aux besoins vitaux, comme de permettre une mobilisation d'ensemble de la classe ouvrière contre le patronat et l'Etat-patron ! Mais de cette mobilisation d'ensemble, la C.G.T. veut moins que personne !

Cheminots :

Et nos salaires !

DANS « La Vérité », il y a trois semaines, j'avais rapporté que les syndicats C.G.T., C.F.T.C., C.G.C. (cadres) se promettaient de lancer un mot d'ordre de grève de 24 heures si les discussions au sein de la Commission de conciliation échouaient.

Il fallait s'attendre à un refus de la S.N.C.F. et du gouvernement, qui seront obligés d'accorder à l'ensemble du secteur nationalisé ce qu'ils auraient accordé aux cheminots (même 3 %). La grève de 24 heures est pour le 1^{er} avril, un mardi, le jour où le trafic est le plus creux, et avant Pâques. Nul doute que les dirigeants comptent sur ce congé

2 jours pour arrêter là la menace d'une amplification de la lutte revendicative. En fait, ils ouvraient la soupape de sûreté pour laisser s'exprimer dans une action le mécontentement des cheminots, c'est-à-dire renouveler la même opération qu'en octobre 1957.

Les syndicats sont tellement intégrés à l'appareil bourgeois, dans les commissions, qu'ils ne sont même plus capables de défendre leur programme des salaires, si limité qu'il était.

En effet : le 7 mars, la C.G.T. demandait les 11 % avec versement à partir du 1^{er} avril.

— le 17 mars, G.G.T., C.F.T.C. et C.G.C. demandaient les 11 %, la moitié au 1^{er} avril, la moitié au 1^{er} juillet.

— le 28 mars, G.G.T., C.F.T.C. C.G.C. demandaient le « rattrapage » des salaires par rapport au secteur privé conformément au programme de novembre 1957. Ceci après la réunion à la commission de conciliation du 27 mars.

Mieux, les syndicats auraient accepté de discuter d'un programme d'augmentation de salaire à partir du 1^{er} janvier 1959 à condition que la S.N.C.F. distribue les économies de 1957 (économies de personnel).

Ce qui veut dire que la S.N.C.F. et les syndicats sont prêts à discuter de la distribution des économies, ce qui peut durer des semaines, et en échange les syndicats renoncent à revendiquer une augmentation de salaire.

Un tour bien joué, mais la situation n'est pas celle d'octobre 1957.

Correspondant cheminot.